

Lutte de classe

Construire un nouveau parti sans perspective politique : un leurre !

Je vous donne les coordonnées d'un quatre pages édité par la LCR qui vient de paraître et qui est soumis à la discussion des militants envisageant de construire un parti anticapitaliste. Ce document m'a été envoyé par courriel, par un militant du PT (CCI). Voici l'adresse pour le télécharger : http://www.meltl.com/construction/riposteNPA3_RV.pdf. Il sera disponible dans le site pendant une durée limitée étant donné sa taille (960 ko)

Si les « *luttés sociales sont déjà orphelines de débouchées politiques* », cela ne proviendrait-il pas du fait que les revendications sociales et économiques ne sont pas reliées à la question du pouvoir politique, à la question des institutions et de la constitution de la Ve République d'où Sarkozy tire sa légitimité et qui constituent les piliers du régime ? Pourquoi la question de la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat pour que soit enfin éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté soient éradiqués n'est-elle jamais posée ?

Pourquoi parler de « *ressusciter l'espoir* », on ne ressuscite pas les morts, à moins d'être croyant !

Un parti anticapitaliste ne peut pas être « *féministe* », « *écologique* », pour la bonne raison que ce vocable générique fait fi des différences de classe sociale, il prête à confusion ou à pire encore. Pourquoi ne pas s'en tenir à la défense des intérêts des femmes travailleuses, à la défense de l'environnement en générale en liaison avec la nécessité d'en finir avec le capitalisme ?

Qu'est-ce que viennent faire dans un parti des « *personnalités anonymes* » ? A quelle classe sociale appartiendraient-ils ? Agiraient-elles masqués ? Que recouvre exactement ce vocable ? Personne n'est « *anonyme* » dans cette société, chaque individu est rattaché à une classe sociale par son mode d'existence et l'idéologie qu'il véhicule ou soutient. Il n'y a pas plus de « *personnalités* » que d'État, de République, de nation, de démocratie, de classe ou de parti « *anonymes* », ils ont tous une nature sociale de classe déterminée.

Plus loin, il est encore question des « *femmes* » en générale, des « *immigrés* » en générale, toutes les femmes et tous les immigrés feraient-ils partie de la même classe sociale, auraient-ils tous les mêmes intérêts ?

Sur quoi repose l'affirmation selon laquelle « *il existe une partie de la population et du monde du travail, aujourd'hui minoritaire mais combative et radicale, qui n'a pas envie de se laisser faire* », comme si les millions de travailleurs et jeunes directement touchés par le chômage, la précarité et la pauvreté n'avaient finalement pas envie de se battre, comme s'ils n'étaient pas animés par la volonté de résister aux lois iniques du gouvernement antisocial du gouvernement d'union nationale UMP-PS ? Conservez soigneusement en mémoire ce passage, et vous comprendrez très bien pourquoi à la fin de ce document, la majorité des travailleurs sont exclus du projet de construction de ce nouveau parti.

Contrairement au « *constat* » partagé dont il est question ensuite, la situation politique actuelle n'aurait-elle rien à voir avec l'orientation politique opportuniste ou réactionnaire défendue par les organisations citées ?

Il est écrit que l'on partagerait un « *constat* » politique avec des militants « *du parti socialiste* » ou des « *écologistes* ». En admettant que cela puisse être possible, nous en partageons aussi avec des membres de l'UMP, du Nouveau Centre, du Modem, du FN... On pourrait se poser la question de savoir de quel « *constat* » politique il est question. Pas de réponse. Comme toujours j'ai l'impression que les questions secondaires ont tendance à l'emporter sur les questions essentielles. Ce qui nous intéresse, ce n'est pas le « *constat* » politique que peuvent faire les uns et les autres sur des questions secondaires, mais la manière dont ils abordent les questions essentielles et les conclusions qu'ils en tirent, les moyens qu'ils préconisent pour les résoudre concrètement. Or à ma connaissance aucun de ces partis bourgeois, y compris le PS, n'envisage de rompre avec le capitalisme pour régler

les problèmes essentiels auxquels nous sommes confrontés et qui nécessitent la rupture avec le capitalisme.

Il est question ici de poser comme acquis un « *constat* » politique commun, sans que soit abordé la manière dont les uns et les autres le concrétisent dans la pratique ou dans quelle perspective politique les uns et les autres le situent. S'il suffisait de partager un « *constat* » politique pour être dans le même parti, cela fait belle lurette que nous aurions construit le parti, ou plutôt un parti qui n'aurait rien à voir avec le parti que nous devons construire pour prendre le pouvoir. Cette façon d'aborder la situation est inacceptable et non dialectique puisqu'elle fait l'impasse sur la manière dont leur « *constat* » se matérialise dans la lutte des classes. Maintenant s'il s'agit de construire un parti où les militants peuvent finalement avoir des conceptions différentes ou opposées sur l'objectif à atteindre et les moyens à mettre en œuvre pour l'atteindre, autant dire que ce n'est pas ce parti qui favorisera la prise de conscience politique des tâches historiques que le prolétariat aura à accomplir.

Avant d'affirmer « *que le socialisme et la démocratie ne sont pas contradictoires* », faudrait-il encore expliquer de quelle démocratie il s'agit, car Sarkozy aussi se réclame de la démocratie. Quelle est le contenu de la démocratie bourgeoise, sur quoi s'appuie-t-elle et à qui profite-t-elle ? En réalité sous couvert de la démocratie, la bourgeoisie, classe ultra minoritaire dans la société, impose sa dictature à la majorité de la population. Quand on te dicte de la naissance jusqu'à ton dernier souffle comment tu dois vivre sans que tu puisses y changer quoi que ce soit fondamentalement, vous m'excuserez, mais j'appelle cela une dictature, démocratique dans certains cas si vous voulez, sous la forme de la République bourgeoise chère au cœur de Schivardi et de Gluckstein, mais cela demeure une dictature.

En outre, en affirmant « *que le socialisme et la démocratie ne sont pas contradictoires* », ne laisse-t-on pas entendre que la forme actuelle de domination de classe de la bourgeoisie, la République démocratique bourgeoise n'est pas foncièrement l'ennemi mortel du socialisme ? La démocratie bourgeoise ne serait-elle plus incompatible avec le socialisme ? On tombe ici dans le même travers opportuniste qu'au PT qui évoque à longueur de colonnes et de discours la démocratie en générale, concept trompeur et opportuniste au possible. Le socialisme ne serait-il pas une extension de la démocratie ? Le socialisme ne serait-il pas finalement le capitalisme à visage humain cher au cœur des altermondialistes ? On peut se poser ces questions en lisant ce document. Derrière le masque de la « démocratie », chacun aura reconnu le capitalisme, c'est cela que voulait montrer ici, et je ne pense pas me tromper.

L'internationalisme ne se réduit pas à une émotion, à répondre à une « *angoisse* », mais en terme politique, à soutenir le combat de tous les peuples contre l'exploitation et l'oppression, contre la barbarie capitaliste. Au-delà, à construire une Internationale ouvrière ayant pour objectif la République sociale universelle débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme. D'autre part, il est impossible de concevoir la victoire définitive de la révolution dans un seul pays, à moins de reprendre à son compte la théorie stalinienne de la construction du socialisme dans un seul pays, ce qui est totalement inacceptable pour nous évidemment.

L'indépendance d'un parti par rapport à la bourgeoisie ne se réduit pas non plus à la question des rapports aux institutions. Elle signifie avant tout indépendance par rapport à l'idéologie bourgeoise que nous devons combattre quotidiennement sous tous ses aspects, donc l'indépendance du parti doit se concevoir y compris par rapport à toutes les institutions, les partis, organisations ou associations prônant d'une façon ou d'une autre la survie du capitalisme ou le soutenant plus ou moins ouvertement. D'autre part, c'est une illusion ou une formulation maladroite de parler du « *partage* » du pouvoir avec la population, encore faut-il qu'il y ait au pouvoir un parti qui exprime consciemment ses intérêts à chaque étape du processus révolutionnaire. La « *population* », c'est vague, on est trop proche ici de la « *société civile* » chère à tous ceux qui prônent le corporatisme.

La classe ouvrière demeure la seule classe progressiste de la société. Les capitalistes ne pourraient pas réaliser leurs profits par le biais de différentes combinaisons financières, si à la base il n'existait pas le procès de production qui engendre la plus-value dont la classe ouvrière est le maître d'œuvre. Le prolétaire est le pendant du capitaliste, son contraire d'une certaine manière, ou sa négation. De plus, c'est la seule classe possédant des intérêts distincts de celle des capitalistes, contrairement à la petite bourgeoisie et aux classes moyennes qui n'ont aucune existence propre, seul le prolétariat fait figure de classe indépendante face aux capitalistes, c'est la raison pour laquelle c'est sur son dos que

repose l'avenir de l'humanité et qu'il doit constituer l'avant-garde organisée du combat pour en finir avec le capitalisme.

La question du « *partage* » du pouvoir par la « *population* » pose un autre problème important qu'aucun dirigeant ne veut poser. Prenant le prétexte de l'amalgame pourri entretenu depuis des décennies entre communisme, bolchevisme et stalinisme par tous les représentants de la réaction, y compris le PS et les dirigeants anticommunistes de FO, CFDT, etc., sous la pression idéologique qu'exerce la classe dominante sur les dirigeants des partis se réclamant du trotskisme, aucun d'entre eux n'osent dire ou écrire dorénavant que sans l'existence d'un puissant parti révolutionnaire ancré profondément dans les masses combattant pour le socialisme, d'une part, jamais le prolétariat ne prendra le pouvoir, d'autre part, que seul un gouvernement révolutionnaire où ce parti sera dominant, sera capable de mettre en œuvre une politique conforme aux intérêts du prolétariat et de la majorité de la population, et d'avancer sur la voie du socialisme. Questions : Ont-ils renié concrètement les enseignements essentiels de la révolution russe de 1917 ? Sont-ils traumatisés et paralysés par la restauration du capitalisme en Russie au point de ne pas vouloir apparaître comme les chantres d'une soi-disant défaite du communisme ? Craignent-ils de passer pour des adeptes du stalinisme ? Eux qui sont si forts quand il s'agit d'expliquer la double nature du PS, les voilà qui se montrent incapables d'expliquer et de convaincre les travailleurs qui voudraient rejoindre leur parti que le stalinisme n'a rien à voir avec la stratégie mise au point par Lénine pour s'emparer du pouvoir et qui reposait notamment sur l'existence d'un véritable parti révolutionnaire, un parti communiste. Ne capitulent-ils pas sur la question déterminante de la révolution, sur le seul moyen permettant de vaincre la bourgeoisie (en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses évidemment), sur la place et le rôle du parti ?

Je vais vous dire ce que je pense camarades. Quand on regarde de plus près la composition et la nature sociale des partis que les uns et les autres entendent construire, on se rend compte au premier coup d'œil que la place et le rôle du parti est totalement passé sous silence, il devient un facteur politique de second ordre. Il est essentiel pour résister, pour combattre sur telle ou telle revendication économique ou sociale, mais dès qu'on aborde la question du pouvoir, du gouvernement ouvrier, il disparaît littéralement.

D'ailleurs, sur la question du gouvernement ouvrier, les uns et les autres n'empruntent que des formules de types front populaire : gouvernement des partis et des organisations, sous-entendant sous la direction du PS et du PCF, alliés ou non à des partis bourgeois n'y change rien, ces partis sont assez grand pour prendre en compte les intérêts de la bourgeoisie. Quant à l'Assemblée constituante souveraine, elle est le summum de l'opportunisme, ce serait facile de démontrer que ce type d'organisme politique n'a jamais pris le pouvoir dans aucun pays, je parle du point de vue des intérêts du prolétariat, qu'au contraire, elle a toujours constitué une entrave au développement d'un processus révolutionnaire, au point que les bolcheviks ont été obligés de la liquider en Russie pour que les soviets puissent prendre en main tout le pouvoir, l'Assemblée constituante figurant durant la période de double pouvoir parmi les organismes politiques appartenant aux vieilles institutions qu'ils fallait abattre pour vaincre politiquement la bourgeoisie.

A partir de là, on comprend mieux que leurs partis puissent accueillir n'importe qui sur n'importe quelle ligne et perspective politique puisqu'ils ont balancé les principes du léninisme. Si l'on pousse plus loin cette analyse, on peut dire qu'en ne se donnant pas les moyens pour vaincre, ils ont abandonner cet objectif aussi, ils en poursuivent un qui se situe forcément dans le cadre du capitalisme ou de sa survie. Cela étant dit, cela ne doit pas nous empêcher de travailler avec ces partis, mais il est préférable au préalable de savoir à qui on a à faire et de ne jamais l'oublier.

On ne peut pas parler d'anticapitalisme, de « *répartition des richesses et de leur contrôle par tous* » sans poser clairement la question de l'expropriation sans indemnité ni rachat des capitalistes, la collectivisation dans un premier temps des principaux moyens de production liés aux besoins élémentaires du prolétariat ou présentant un intérêt général pour la majorité de la population.

Par ailleurs que signifie que « *tout doit revenir à tous* » en affirmant immédiatement après « *pourtant, à gauche, le régime de propriété des moyens de production est devenu une question taboue* », en enchaînant « *qu'une autre société que le capitalisme est possible, sans pour autant avoir des réponses achevées sur tous les sujets et en tirant le bilan des révolutions passées.* » ? Y aurait-il une

autre alternative au capitalisme que le socialisme ? C'est ce que suggère plus ou moins les auteurs de ce tract. Tirer le « *bilan* » des révolutions passées, cela signifie-t-il les faire passer à la trappe ? Quelle autre alternative que la révolution socialiste internationale ? Pas de réponse, tout simplement parce qu'il n'en existe pas. Existerait-il une autre alternative à la propriété privée et à la propriété collective des moyens de production ? L'histoire nous enseigne que non. Faut-il tourner le dos aux enseignements de la lutte de classes du passé ? Faut-il tourner le dos aux enseignements de la révolution russe d'octobre 1917 qui avait porté le prolétariat au pouvoir pour la première fois de notre histoire ? A ma connaissance, le « *bilan* » de la révolution d'Octobre est et demeure positif pour le prolétariat mondiale, les bolchevik et le prolétariat russe ont montré la voie à suivre pour liquider le capitalisme, non ? Dans leur « *bilan* » de la révolution d'Octobre, les rédacteurs de ce document ne seraient-ils pas tentés par hasard d'inclure le stalinisme qui a conduit à la restauration du capitalisme en Russie, notamment ? On est en droit de se poser la question. A défaut de précision, ils laissent la porte ouverte à toutes les interprétations, c'est ce que je voulais démontrer. Ceci est à rapprocher de ce que j'ai expliqué au paragraphe précédent. Je vous laisse en tirer les conclusions que vous voudrez, personnellement, je sais parfaitement à quoi m'en tenir.

Je ne pense pas qu'il faille « *refonder* » ou « *réinventer* » le socialisme au XXI^e siècle, laissons cela à Chavez. Il faut se réapproprier les enseignements que le marxisme a tiré de la lutte de classe du prolétariat au cours du XIX^e et du XX^e siècle en tenant compte de l'évolution du capitalisme à l'échelle internationale et des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, des transformations qui sont intervenues dans la société.

Rompre avec le marxisme, c'est rompre avec le matérialisme dialectique, c'est rompre avec la dialectique, c'est s'interdire de comprendre de quelle manière concrètement les rapports évoluent dans la société, la nature, etc., quelles transformations les affectent et dans quelle direction ils tendent à s'orienter... Bref, c'est se retrouver nu et totalement désarmé pour comprendre dans quel monde nous vivons, c'est retourner un siècle et demi en arrière et laisser le champ libre à l'idéalisme, au néo-kantisme, au nihilisme, à la métaphysique, à la religion, à l'obscurantisme, à l'ignorance et à toutes les manifestations de l'inconscience quoi, c'est la porte ouverte à toutes les interprétations possibles... à la barbarie !

Ce qui est surprenant dans ce tract, c'est qu'à aucun moment le gouvernement d'union nationale UMP-PS de Sarkozy-Fillon-Kouchner n'est cité, à aucun moment les institutions et la constitution bonapartiste de la Ve République ne sont citées, à aucun moment il n'est fait référence au rôle important de l'Union européenne et des institutions internationales liées au capital, bref, à aucun moment il n'est question de politique puisque à aucun moment la question du pouvoir politique n'est abordée.

Plus inquiétant encore, à aucun moment dans ce document il n'est dit de quelle manière nous allons nous emparer du pouvoir ni comment nous ferons pour le conserver, au point qu'on est obligé de dire que ce n'est pas l'objectif des dirigeants de la LCR. Dès lors, « *le partage des richesses* » est une illusion ou une utopie, car il est totalement impossible à réaliser sans liquider au préalable l'État bourgeois et son appareil, ses institutions. C'est une nouvelle formule d'une vieille version du réformisme. Ce qui est stupéfiant dans ce document, mais je l'ai déjà souligné, c'est l'absence des principes pour définir le parti, et à quel point la théorie y joue un rôle insignifiant.

Seule la mobilisation révolutionnaire du prolétariat entraînant dans son sillage de larges couches des classes moyennes et de la petite bourgeoisie permettra d'abattre le régime, à condition que le prolétariat se soit doté au préalable d'un parti révolutionnaire capable d'exprimer consciemment ses intérêts et les tâches qu'il aura à accomplir à chaque étape de la révolution prolétarienne, à condition que ce parti soit ancré profondément dans toutes les couches du prolétariat et qu'il soit susceptible de recueillir la confiance des masses populaires. Ajoutons que le prolétariat devra constituer ses propres organismes de pouvoir politique à l'échelle nationale, comparable aux soviets ou comités pour vaincre la bourgeoisie.

Concernant la page consacrée à la « *riposte* » contre Sarkozy.

J'ai noté qu'à aucun moment le rôle et la responsabilité des dirigeants syndicaux et ceux du PS n'était évoqué, comme si à lui tout seul Sarkozy était en mesure d'appliquer son programme antisocial. A aucun moment non plus, la nature du gouvernement n'est définie avec précision, alors qu'il s'agit

ouvertement d'un gouvernement d'union nationale UMP-Nouveau-Centre-Modem-PS-PCF-Verts, à travers la présence de dirigeants de tous ces partis soit directement au gouvernement, soit dans des comités ou commissions.

Lorsque la mobilisation nécessaire est évoquée pour imposer une défaite à Sarkozy et son gouvernement, il est question de « *regrouper* » des associations, des partis, des syndicats qui à eux seuls ne représentent qu'une infime minorité des travailleurs et des jeunes. Autant dire tout de suite que si le militantisme politique se résume à manifester trois fois par an avec les uns et les autres, il n'est plus question de construire un parti.

Le travail militant doit consister au contraire à sillonner les quartiers ouvriers, les zones industrielles, les universités, à multiplier les diffusions et les contacts avec les ouvriers et les employés à l'entrée des supermarchés, des gares et des lieux publics les plus fréquentés, à les réunir, etc., sans ce travail de fond, nous ne construirons rien, l'expérience passée le prouve suffisamment.

En définitive le contenu de ce quatre pages a un contenu purement trade-unioniste, en aucun cas il ne pose la moindre question politique.

On ne pourra jamais aider le prolétariat et sa jeunesse à prendre conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, si l'on ne leur permet pas de comprendre que les institutions en sont les piliers et qu'il faut commencer par les renverser pour ensuite s'attaquer au capitalisme. La politique est la forme achevée et concentrée de l'économie. Occulter la question du pouvoir politique, ne leur proposer finalement aucune perspective politique, comme c'est le cas dans ce document, conduit fatalement à une impasse politique, en d'autres termes, à assurer la survie du régime, au pire à le soutenir ouvertement.

Voilà ce qui arrive lorsque l'on se déclare révolutionnaire et anticapitaliste et que l'on refuse de se situer sur le terrain du marxisme, du trotskysme.

Je pense que les idées que j'ai développées dans ce texte pourrait compléter celles d'autres camarades ou groupes qui reprendraient ma proposition de constituer une fraction ou une tendance au sein de la LCR.

J'interviendrai dans un autre texte sur le comportement à avoir si cette proposition devait se concrétiser : vis-à-vis de la politique adoptée par la majorité de la LCR, respect du centralisme démocratique ; discipline et respect des statuts de ce parti ; participation à ses activités publiques ; moyens politiques mis en œuvre pour permettre à notre tendance d'exister, son fonctionnement, etc. la polémique ou les désaccords entre tendances devant s'exprimer de préférence à l'intérieur du parti et dans ses organes, sa presse, ses bulletins, etc. Si les camarades ont une attitude correcte, je ne vois pas pourquoi la direction de la LCR refuserait notre adhésion à son nouveau parti.